



Le blog d'Eric Ng Ping Cheun

Publié dans *l'express* du 25 janvier 2012

C'est mathématique

Deux logiques opposées poussent vers une réforme électorale. D'un côté, un gouvernement doit gouverner dans la stabilité, avec une majorité de députés confortable et sans être l'otage d'un de ses alliés. Une vue favorisée par le Parti Travailleiste, échaudé par son alliance avec un parti qui l'a ensuite quitté pour ébranler la majorité parlementaire. De l'autre côté, une opposition doit être bien représentée en fonction du pourcentage des suffrages obtenus, ce que ne garantit pas le scrutin majoritaire. Apporter plus d'équité dans la répartition des sièges au parlement, c'est le principe de la représentation proportionnelle.

Le Mouvement Militant Mauricien y croit, tout comme son challenger principal. Toutefois, à l'heure où nous écrivons, les négociations butent toujours sur la question du *Best Loser System* (BLS). Assez d'hypocrisie : soit on entretient des réflexes communalistes, soit on est réellement avant-gardiste en encourageant les Mauriciens à penser comme une seule nation. On ne voit pas comment un système "*va mourir d'une mort naturelle*" s'il reste ancré dans la loi. Il faut extirper le mal pour qu'on n'en parle plus.

Le système électoral actuel comporte trois tares, à savoir qu'il place l'ethnicité au centre de la chasse aux votes, qu'il décourage les femmes à se porter candidates, et qu'il favorise le jeu des alliances contre-nature. Une vraie réforme électorale, pour être utile, doit résoudre ces trois problèmes tout en respectant le triumvirat stabilité-équité-représentativité. La proportionnelle intégrale, version Carcassonne, a le grand mérite d'inclure tous ces éléments dans une seule équation. Le problème est qu'elle chamboule tout le système.

Un scrutin majoritaire assorti d'une dose de proportionnelle peut-il faire l'affaire ? Ce n'est pas si sûr, contrairement aux apparences. Les grandes idées peuvent parfois se fracasser sur un écueil mathématique. L'enjeu n'est pas le nombre d'élus sur la liste proportionnelle, mais le seuil d'éligibilité. Qu'on ait 20 ou 30 de ces élus n'a pas vraiment de pertinence, alors qu'un seuil de 5% de suffrages fait une grosse différence avec un taux de 10%.

Précisons d'abord que la dose proportionnelle a pour logique de creuser, et non de rétrécir, l'écart de sièges entre le vainqueur et le vaincu, donc de consolider la majorité parlementaire. Or lorsque deux grands partis s'affrontent, le vainqueur obtient rarement plus de 50% des suffrages, et très difficilement 55%. Dès lors, le pouvoir d'effectivité de la dose proportionnelle est considérablement réduit.

Supposons qu'on fixe le nombre d'élus à la proportionnelle à 20. Parti A gagne 50% de voix, Parti B 43%, et Parti C 5%. Si le seuil d'éligibilité est de 5%, Parti A obtiendra 10 sièges supplémentaires, Parti B 9 sièges, et Parti C 1 siège. L'opposition au total a le même nombre d'élus à la proportionnelle que le vainqueur, et l'écart de sièges exprimé par le scrutin majoritaire reste inchangé.

En revanche, la dose proportionnelle peut être effective lorsque le seuil d'éligibilité est de 10%. Dans notre exemple, le parti majoritaire obtiendra 11 sièges (53,8% du total), et le parti d'opposition 9 sièges (46,2% du total). On gagne en stabilité ce qu'on perd en représentativité.

Pour un référendum

La dose proportionnelle est nécessaire pour éliminer le BLS et pour assurer une meilleure représentation parlementaire de femmes, de professionnels compétents et de gens venant des communautés dites minoritaires. On peut mettre ces personnes-là en haut de la liste des candidats à la proportionnelle. Evidemment, les candidats au scrutin majoritaire ne doivent pas faire partie de cette liste, sinon on dilue cette représentativité.

Pour garantir celle-ci, il n'est point besoin d'accroître le nombre de députés. L'idée d'en avoir plus ne doit pas être un subterfuge pour caser des amis politiques au parlement, faute de postes disponibles dans les corps paraétatiques. Les citoyens sont trop endettés pour contribuer davantage aux salaires et aux pensions des parlementaires.

Il existe des circonscriptions beaucoup plus peuplées que d'autres. On peut les diviser en deux afin de créer 4 nouvelles circonscriptions, ramenant le total à 25 (incluant Rodrigues). Cependant, on élit 2 candidats par circonscription, soit un total de 50, au scrutin majoritaire, et 20 autres à la proportionnelle. Cela résoudra le problème de panachage dont sont souvent victimes les candidats des communautés qui sont minoritaires dans la circonscription.

Quel que soit le système proposé, il est important qu'il reçoive l'adhésion de la population. L'approche *top-down* adoptée par les partis politiques ne peut que susciter des polémiques sur des aspects précis de ce qu'ils proposent. Une consultation plus démocratique sur la réforme électorale consiste en une approche *bottom-up* par laquelle on prend en considération ce que veut la population à l'issue d'un référendum.

Ainsi, on peut soumettre une petite liste de questions à l'approbation des citoyens. Etes-vous pour ou contre : 1) une réforme électorale ? 2) l'abolition du BLS ? 3) des quotas de femmes au parlement ? 4) une augmentation du nombre de députés ? Si l'on va avec la réforme, on demandera alors à des experts de proposer un système électoral sur la base de ce que les électeurs auront choisi.

Reste la question essentielle : une réforme électorale pour quoi faire ? Les politiques mettront-elles les lobbies au pas ? La compétence et la méritocratie primeront-elles sur l'argent et le népotisme ? Le pays sera-t-il nettoyé de la

fraude, de la corruption et de la drogue ? Bref, qu'on nous dise comment notre vie sera meilleure.

Publié dans l'express du 11 janvier 2012

Si les mots ont un sens...

Il est désormais difficile de s'adresser à la nation sans aborder l'économie avec révérence. L'économie a ses exigences qu'on ne peut pas contourner avec des caprices de politicien. Le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ont une trop grande responsabilité envers leurs concitoyens pour qu'ils transforment leur magistère de la parole en caisse de savon. C'est pourquoi on devrait se garder de faire une lecture strictement politique de leur discours à la nation. Pour les économistes qui prêchent souvent dans le désert, le message de Noël de sir Anerood Jugnauth et celui du Nouvel an du Dr Navin Ramgoolam contiennent du bon sens économique.

L'heure est suffisamment grave pour que le Premier ministre aborde la crise européenne dès la première phrase de son intervention. Rarement a-t-on vu un discours premierministériel attaquer les enjeux économiques de but en blanc sans remarques préliminaires. Il situe le contexte, "*une crise internationale de plus en plus grave*", pour mettre en valeur les actions gouvernementales par contraste. Il est naturel qu'un chef du gouvernement se montre à la hauteur des difficultés. Comme d'habitude, on sent cette tension, pour ne pas dire cette contradiction, entre la nécessité de se préparer pour le pire et l'espoir d'une vie toujours meilleure. Navin Ramgoolam s'efforce bien de réveiller les Mauriciens à la dure réalité économique, mais sans vouloir les secouer : il n'est pas certain qu'ils quitteront leur confort.

Sir Anerood Jugnauth, lui, ne fait pas dans la dentelle. Il bouscule les règles établies au point de susciter des cris de putois syndicaux. C'est provocant, oui, mais c'est ainsi qu'un message passe le mieux. Nul besoin d'être expert en communication pour affirmer que le discours présidentiel a de la gueule. Nul doute qu'il accroche ceux qui ne sont pas ennemis de leur conscience.

Alors que le Premier ministre voit surtout des problèmes exogènes, l'hôte de Réduit se concentre sur les dérives de la société mauricienne. Elles ne sont pas nouvelles, mais ce dernier y voit une dégradation sociale. Est-ce le résultat des politiques gouvernementales ? Si c'est oui, il faudra nous l'expliquer en détail. Au cas contraire, on ne peut pas rendre les gouvernants personnellement responsables des maux de la société, tels le crime, le viol ou la corruption, à moins qu'ils les favorisent délibérément.

Toute société humaine a son pourcentage de criminels, de pervers et de corrompus. Le gouvernement peut bien donner des moyens à la police de se moderniser, ou à la commission indépendante contre la corruption d'accroître son efficacité, mais il ne pourra jamais éliminer la criminalité ni la corruption. Du reste, c'est un combat national qui requiert la collaboration de tous les citoyens. Et cela commence à l'infra-niveau de l'espace public, dans une association ou dans une entreprise, le président de la République encourageant à juste titre la population à "*dénoncer sans crainte les actes de corruption*".

Le problème n'est pas la corruption, mais notre attitude face à la corruption. Le comportement d'une personne est façonné par son niveau d'intégrité, lequel est à la mesure de sa volonté de dénoncer la fraude et la corruption. Pour que cette volonté soit forte, les gouvernants doivent diriger par l'exemple. Car les gouvernés ne se contenteront pas que de la bonne parole.

... les actions suivront

C'est en deux occasions que Navin Ramgoolam fait appel au sens de l'intégrité, souhaitant *"un changement de mentalité et une culture d'intégrité parmi nos citoyens"*, et les invitant à *"faire preuve de discipline et d'intégrité"*. Pour lui, *"c'est cela le prix de notre prospérité dans un monde fragilisé"*.

Discipline et intégrité... Il en faut une bonne dose dans les entreprises paraétatiques gagnées par la mal gouvernance. La crise économique aidant, le gouvernement devra bien, un jour, arrêter d'augmenter ses dépenses pour *"tout préserver"*, même les canards boiteux qui servent à entretenir le clientélisme.

Sir Anerood Jugnauth propose de rendre plus sévères les lois en vue de sanctionner ceux coupables de mauvaise gestion dans le secteur public et qui lui font perdre des millions. Rendre des comptes sur son travail, c'est un principe élémentaire de la bonne gouvernance. On ne peut pas payer les gens à *"jeter l'argent des contribuables par la fenêtre"*, s'insurge le président. Voilà qui fait penser tout de suite à la montagne de dettes impayées à la Banque de développement : jusqu'où peut-on tout se permettre ?

L'impunité s'oppose à l'intégrité. Toute menace de sanction n'a aucun pouvoir effectif tant qu'est assurée la sécurité d'emploi, élevée en vertu suprême. C'est là toute la différence avec le secteur privé, qui n'a pas pour politique de *"protéger l'emploi"* quels que soient les résultats. Sur ce plan, le secteur public peut-il demeurer... différent ?

Il y a une seule vie pour tous, et elle ne départage pas le public et le privé. Dans cette vie, nous dit le président, il faut *"une politique de rigueur"*. D'ailleurs, dans une *"situation économique difficile"*, il faut se serrer la ceinture. Pour avancer, ajoutera le Premier ministre, on ne peut que *"travailler plus dur et augmenter notre productivité"*.

Ce genre de discours, faisant référence à la rigueur et à la productivité, n'est jamais plaisant. Nous y sommes rendus insensibles grâce à l'Etat providence et à nos politiques salariales automatiques. Ceux qui auront nourri ce système ne devraient pas s'étonner des résistances au changement. Rien ne bougera tant qu'ils croient que le pays sera épargné par la crise.